



PRÉFET DE LA MEUSE



PRÉFET DE LA MEURTHE-ET-MOSELLE

ARRÊTÉ INTERPRÉFECTORAL

N° 7075-2019 du 4 juin 2019

**portant élaboration du plan d'exposition au bruit (PEB)
de l'aérodrome d'Étain-Rouvres**

**Le Préfet de la Meuse,
Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L571-11 et R571-58 à 65 sur les plans d'exposition au bruit,

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L112-3 à L112-17 et R112-1 à R112-17 sur les zones de bruit des aérodromes,

VU l'accord exprès du Ministre des Armées en date du 05/04/2019 pour engager l'élaboration du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome d'Étain-Rouvres,

CONSIDÉRANT que le plan d'exposition au bruit nécessite d'être élaboré conformément aux dispositions réglementaires pour prendre en compte les hypothèses de développement et d'exploitation de l'aérodrome à court, moyen et long termes,

CONSIDÉRANT qu'il convient de limiter l'urbanisation lorsqu'elle pourrait conduire à exposer des populations nouvelles aux nuisances sonores générées par le développement de l'activité arienne,

CONSIDÉRANT que le choix des indices délimitant les zones B et C et la décision de délimiter une zone D du plan d'exposition au bruit tiennent compte des enjeux locaux d'urbanisme et d'information du public,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRESENT

Article 1^{er}

Il est décidé d'engager la procédure d'élaboration du plan d'exposition au bruit de l'aérodrome d'Étain-Rouvres, conformément au projet figurant en annexe au présent arrêté qui comprend les documents suivants :

- un rapport de présentation et ses annexes ;
- un plan (n° PPEB/SNIA-PEA/LFQE/1) de février 2019 faisant apparaître les projets de zones de bruit A, B, C et D.

Article 2

Les communes concernées par le projet de PEB sont :

- Département de la Meuse : AMEL-SUR-L'ETANG, ETAIN, ETON, FOAMEIX-ORNEL, LANHERES et ROUVRES-EN-WOEVRE,
- Département de la Meurthe-et-Moselle : BECHAMPS.

Article 3

La valeur de l'indice de bruit, L_{den} , représente le niveau d'exposition totale au bruit des avions en chaque point de l'environnement d'un aéroport. Elle est exprimée en décibels avec pondération A de la norme ISO 1996-2:1987 (dB(A)).

La limite extérieure de la zone C du projet de plan d'exposition au bruit est fixée à l'indice L_{den} 55 dB(A) et celle de la zone B à l'indice L_{den} 62 dB(A).

La zone D dont la limite extérieure est fixée à l'indice L_{den} 50 dB(A) est prise en compte dans le projet de plan d'exposition au bruit.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié aux maires des communes concernées ainsi qu'au Président de la communauté de communes Orne Lorraine Confluence.

Dès réception de la lettre de notification, les conseils municipaux ainsi que le conseil communautaire de la communauté de communes Orne Lorraine Confluence disposeront d'un délai de deux mois pour faire connaître leur avis sur le projet au Préfet de la Meuse, coordonnateur.

A défaut de réponse dans le délai imparti, l'avis sera réputé favorable.

Article 5

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle.

Il sera affiché pendant un mois dans chacune des mairies des communes concernées ainsi qu'au siège de la communauté de communes Orne Lorraine Confluence.

Un avis sera en outre inséré dans deux journaux à diffusion régionale ou locale dans les départements de la Meuse et de la Meurthe-et-Moselle.

Article 6

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meuse,

Le Directeur départemental des territoires de la Meuse,

Les maires des communes de AMEL-SUR-L'ETANG, BECHAMPS, ETAIN, ETON, FOAMEIX-ORNEL, LANHERES et ROUVRES-EN-WOEVRE,

Le président de la communauté de communes ORNE LORRAINE CONFLUENCES,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Délais et voies de recours

En application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421 1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;

- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire, 246 Boulevard Saint Germain 75700 Paris ou Madame la Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, 20 avenue de Ségur 75700 Paris SP 07;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY, 5 place de la Carrière CO 20038 - 54036 NANCY Cedex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr"

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

A Bar-le-Duc, le

04 JUIN 2019

Le Préfet de la Meuse,

Alexandre ROCHATTE

A Nancy, le

24 MAI 2019

Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,

Eric FREYSSELINARD

